

Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde

ÉDITORIAL

Depuis septembre, c'est un déferlement de sollicitations auquel le CADTM fait face, et cela nous ravit ! Les films «La dignité du peuple», de l'Argentin Fernando Solanas, et «Bamako», du Malien Abderrahmane Sissako, sont à l'affiche et les débats d'après projection se multiplient dans toute la France, notamment à l'approche de la Semaine de la solidarité internationale, mi-novembre. L'automne est très chargé, et franchement, ce n'est pas pour nous déplaire, car tant la crise argentine que la justiciabilité de la Banque mondiale et du FMI sont des questions centrales pour nous. Grâce à ces films, ces deux thèmes trouvent un public plus large, même si la campagne présidentielle risque malheureusement de mettre entre parenthèses médiatiques la question de la dette et de ce qui s'y rapporte... Comptez sur nous pour faire entendre la voix des opprimés de la dette malgré tout.

■ L'ÉQUIPE DU CADTM FRANCE

AG DU CADTM FRANCE

L'assemblée générale 2006 du CADTM France se tiendra à Poitiers les 2 et 3 décembre. Moment privilégié de la vie d'une association, elle sera l'occasion de dresser le bilan de l'année écoulée et de tracer des perspectives de réflexion et d'action pour les mois à venir.

Nous invitons donc tous nos adhérents à participer à cette assemblée générale. Pour des raisons pratiques, nous vous demandons dans ce cas de nous faire part de votre éventuelle participation.

Le Conseil d'administration, élu pour deux ans, doit être réélu à l'occasion de cette assemblée générale. Nous demandons à tous les adhérent-e-s qui souhaitent présenter leur candidature au CA de le faire savoir impérativement avant le 15 novembre. Rappelons que les groupes locaux ont systématiquement un-e représentant-e au CA. Les statuts sont disponibles sur demande et pourront être consultés sur place.

Le programme prévu est le suivant :

- vendredi soir : soirée publique autour d'un spectacle de marionnettes à l'initiative du groupe CADTM de Poitiers («Dette, Santé et Marigoland») ;
- samedi 9h30-12h : rapport d'activités et rapport financier ;
- samedi 13h30-15h : débat sur l'articulation entre structure nationale et groupes locaux, sur l'organisation interne et sur la stratégie à mener ;
- samedi, 15h-18h : séance de formation publique sur le décryptage des rapports et des statistiques du FMI et de la Banque mondiale associant plusieurs intervenants du CADTM ;
- samedi, 18h30 : élection du nouveau CA ;
- dimanche, 9h30-12h : partage des actions des groupes locaux par thèmes (débat publics, événements de rue, formation interne, relations avec la presse, liens avec les autres associations et les pouvoirs publics, etc.).

On espère vous y rencontrer et construire avec vous le CADTM de l'an prochain.

■ L'ÉQUIPE DU CADTM FRANCE

AGENDA

Plus de 50 débats animés par le CADTM après projection du film «Bamako» (voir p2 ou sur www.cadtm.org/article.php3?id_article=2096).

10 novembre, Alençon, intervention de Damien Millet sur le FMI et la Banque mondiale.

11 novembre, Paris, intervention de Damien Millet au Salon Marjolaine, 14h.

14 novembre, Cergy, intervention de Véronique Racine sur «Citoyenneté et solidarité».

14-16 novembre, Louviers, participation de Roseline Péluchon au débat après le film *Bienvenue en Afrique* le 14, après *Congo River* le 16.

15 novembre, Nancy, intervention de François Mauger après le film «La dignité du peuple».

11-19 novembre, Paris, intervention de Nicolas Sersiron à l'invitation d'Artisans du monde.

18-19 novembre, Grande-Synthe, intervention de Claude Quémar et stand CADTM lors du Forum du commerce équitable.

19 novembre, Cergy, intervention de Roseline Péluchon et Véronique Racine sur le thème «Dette, droits de l'Homme et migrations».

20 novembre, Aubervilliers, intervention de Damien Millet à l'invitation de CEMEA.

LA NORVÈGE MONTRE LA VOIE

La Norvège vient de reconnaître sa responsabilité dans l'endettement illégitime de 5 pays (Equateur, Egypte, Jamaïque, Pérou, Sierra Leone) et a décidé d'annuler unilatéralement une part des créances qu'elle détient envers ces pays à hauteur de 62 millions d'euros.

En effet, entre 1976 et 1980, la Norvège a exporté 156 bateaux vers 21 pays du Sud pour un coût total de 440 millions d'euros, non pas pour soutenir leur développement, mais afin de venir en aide à sa propre industrie de construction navale en crise. Ces exportations s'appuyaient sur des prêts contractés par les pays concernés envers l'agence norvégienne de crédits à l'exportation, le GIEK. Aujourd'hui, la Norvège reconnaît dans cette campagne d'exportations un échec en terme de politique de développement. Elle est toujours créancière de 7 des 21 pays (les 5 cités précédemment, la Birmanie et le Soudan) mais ces dettes n'ont apporté aux populations de ces pays que pauvreté, dette illégitime et malversations financières.

Par exemple en Equateur, une étude du Centre des droits économiques et sociaux (CDES) et de la Commission pour le contrôle civil de la corruption (CCCC) a révélé que la dette initiale pour l'achat des bateaux était une dette privée de 13,6 millions de dollars mais est devenue une dette publique de 50 millions de dollars assumée illégalement par le gouvernement équatorien.

Le CADTM, qui milite depuis de longues années pour la reconnaissance de la notion de dette odieuse, salue la décision du gouvernement norvégien. De surcroît, le CADTM se réjouit que cette annulation de dette ne soit pas prise en compte dans les chiffres de l'aide publique norvégienne au développement, contrairement à ce qui se fait ailleurs, déformant gravement les montants réels alloués par les pays riches au développement du Sud.

Le CADTM considère que cette décision des autorités norvégiennes est le résultat du travail de mobilisation et de sensibilisation réalisé par les activistes et les mouvements pour l'abolition de la dette actifs dans les pays concernés, en particulier en Norvège et en Equateur.

Le CADTM relève avec satisfaction que la Norvège rompt pour une fois la solidarité entre pays membres du Club de Paris (groupe informel de 19 pays riches créanciers) puisqu'elle a délibérément agi unilatéralement. De ce fait, la Norvège apporte la preuve qu'il est possible d'arriver à de réelles avancées sur la dette dès lors qu'on refuse de demeurer dans le cadre du Club de Paris au sein duquel les pays endettés se retrouvent isolés face au front uni des grandes puissances. Malheureusement, la Norvège souligne dès à présent que les discussions sur les remises de dettes norvégiennes réintégreront le cadre du Club de Paris dès 2007. Par conséquent, et suite aux mobilisations qui se sont déroulées en cette année 2006, le CADTM exige la suppression pure et simple de l'anomalie institutionnelle qu'est le Club de Paris, qui entrave toute solution juste au problème de la dette depuis 50 ans.

Enfin, le CADTM appelle tous les créanciers officiels à reconnaître leur responsabilité dans le surendettement et le mal-développement des pays du Sud, à déclarer ces dettes odieuses et à abolir sans délai la totalité des créances qu'ils détiennent envers les pays en développement.

AGENDA BAMAKO

2 novembre, Agen, avec Nicolas Sersiron
3 novembre, St Gaudens, avec Nicolas
6 novembre, Richelieu, avec Michaël Charruault
7 novembre, Besançon, avec Nicolas
8 novembre, Pau, avec Olivier Duteille
9 novembre, Cadillac, avec Eric Berr
10 novembre, Uzès, avec le CADTM Nîmes
10 novembre, Plougouvelin, avec Gérard Masure
11 novembre, Bressuire, avec Michaël
13 novembre, Pessac, avec Eric
14 novembre, La Courneuve, avec Jérôme Duval, François Mauger et Véronique Racine
15 novembre, Calais, avec Serge Vienne
15 novembre, Saint Médard en Jalles, avec Eric
15 novembre, Brétigny sur Orge, avec Damien Millet
16 novembre, Annonay, avec Denise Milbergue
18 novembre, Châteauroux, avec Nicolas
20 novembre, Rillieux la Pape, avec Julie Castro
20 novembre, Hérouville St Clair, avec Roseline Péluchon
21 novembre, Pauillac, avec Nicolas
22 novembre, Autun, avec Claude Quémar
22 novembre, Lyon, avec le CADTM Lyon
22 novembre, Créon, avec Nicolas
23 novembre, Bazas, avec Nicolas
23 novembre, Chilly Mazarin, avec Damien
24 novembre, Les Mureaux, avec Julie
24 novembre, Versailles, avec Damien
24 novembre, Andernos, avec Nicolas
25 novembre, St Renan, avec Roseline
26 novembre, Douarnenez, avec Roseline
27 novembre, Ecully, avec le CADTM Lyon
28 novembre, Sens, avec Nicolas
28 novembre, St Gratien, avec Julie et Véronique
28 novembre, Ferney-Voltaire, avec le CADTM Suisse
29 novembre, Annecy, avec Mylène Chantran et Martine Toulotte
7 décembre, Tarare, avec le CADTM Lyon
12 décembre, Quimperlé, avec Nicolas
18 décembre, St Brieuc, avec Roseline

BRÈVE

Le **rapport annuel de la FAO**, Organisation des Nations unies pour l'agriculture et l'alimentation, précise que 854 millions de personnes souffrent de la faim dans le monde aujourd'hui (dont 820 millions dans les pays en développement). C'est à dire le même nombre qu'il y a dix ans. Nouvelle preuve, s'il en était encore besoin, que le modèle économique et financier global ne contribue en rien à la résolution de ce problème. Sans parler des autres problèmes : le rapport du Programme des Nations Unies pour le Développement de 2004 signale qu'au rythme actuel, il faudrait attendre l'année 2129 pour voir tous des enfants de la planète prendre le chemin de l'école primaire. Et 2106 pour réduire la mortalité infantile des deux tiers. Pendant ce temps, la dette continue d'organiser le pillage des pays où survivent ces enfants...

■ JULIE CASTRO

JUSTICE À «BAMAKO»

Il a déjà fait parler de lui au festival de Cannes 2006, il est à l'affiche dans les cinémas depuis le 18 octobre : le film « Bamako » est un événement cinématographique majeur de cette rentrée.

Tout d'abord, les choix artistiques de son réalisateur, le Malien Abderrahmane Sissako, en font un vrai film d'auteur. Tour à tour, ils étonnent, ils émeuvent, ils amusent, ils secouent, autant dire qu'ils ne laissent jamais indifférents. Insistons ici sur le premier de ces choix, l'idée de base du scénario qui donne au film sa colonne vertébrale : mettre en scène, dans la cour d'une maison malienne où la vie quotidienne continue de s'écouler, le procès du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale à propos de leurs responsabilités dans la situation économique africaine. La Cour, les avocats, le public, les témoins sont là, sur la terre battue malienne. Loin d'être des boucs émissaires, les deux institutions mises en cause doivent effectivement rendre des comptes pour leur rôle central dans l'impasse actuelle pour le continent noir.

Créées toutes les deux à Bretton Woods (États-Unis) en juillet 1944, elles sont les héritières du rapport de forces issu de la seconde guerre mondiale. Installées à Washington, à proximité de la Maison blanche, elles constituent un dispositif clé pour les États-Unis et les puissances alliées dans leur mainmise sur l'économie mondiale.

Après l'accession à sa présidence en 1968 de Robert McNamara, ancien secrétaire d'État à la Défense des États-Unis (alors empêtrés militairement au Vietnam), la Banque mondiale a utilisé l'endettement dans un but géopolitique : déstabilisation de gouvernements progressistes et démocratiques en leur supprimant toute aide (Soekarno en Indonésie, Koubitchek puis Goulart au Brésil, Allende au Chili...) pour contrer les velléités d'émancipation ; soutien aux alliés stratégiques du bloc occidental, notamment des régimes dictatoriaux responsables avérés de crimes contre l'humanité (dictatures brésilienne et argentine, Pinochet au Chili, Mobutu au Zaïre, régime d'apartheid en Afrique du Sud, Suharto en Indonésie, régimes dictatoriaux en Corée du Sud et en Thaïlande, régimes dissidents de l'ancien bloc soviétique comme Ceausescu en Roumanie et tant d'autres).

Une très grande quantité des prêts octroyés par la Banque mondiale a servi à mener des politiques qui ont porté préjudice à des centaines de millions de citoyens. Elle a systématiquement privilégié les prêts pour des projets néfastes pour les populations concernées et pour leur environnement : grands barrages souvent inefficaces (plus de 10 millions de personnes ont dû être déplacées à cause de tels projets soutenus par la Banque mondiale, souvent privées d'indemnisation suffisante), industries extractives (mines à ciel ouvert, oléoducs), politiques agricoles du « tout à l'exportation » au prix de l'abandon de la souveraineté alimentaire, centrales thermiques (grandes consommatrices de forêts tropicales), etc.

En violation des principes du traité de Versailles de 1919, les prêts accordés par la Banque mondiale à des métropoles coloniales pour l'exploitation des ressources natu-

relles de leurs colonies ont été transférés à la charge des États au moment de leur indépendance. Voilà comment des pays comme la Mauritanie, le Gabon, l'Algérie, le Congo Kinshasa, la Zambie, le Kenya, le Nigeria et d'autres ont hérité d'une véritable dette de l'indépendance avec l'aval de la Banque mondiale.

Après la crise de la dette au début des années 1980, le FMI est intervenu à la demande des créanciers pour organiser et sécuriser le remboursement de la dette. Il a conditionné ses prêts aux pays surendettés à la signature de programmes d'ajustement structurel (PAS) qui correspondent toujours au même schéma : production agricole tournée vers l'exportation ; austérité budgétaire et baisse drastique des budgets sociaux (santé, éducation, infrastructures...) ; suppression des subventions aux produits de base ; fiscalité souvent réduite à une TVA frappant surtout les plus démunis ; privatisations ; libéralisation de l'économie et ouverture totale aux capitaux étrangers... Le FMI a donc complété l'action de la Banque mondiale dans le sens d'une colonisation économique. En effet, tant le FMI que la Banque mondiale soutiennent une politique de captation des richesses des pays du Sud au profit d'une poignée d'entreprises multinationales, de quelques individus fortunés et des proches du pouvoir, dont les choix s'imposent cruellement à la majorité des habitants de la planète.

Le résultat de ces politiques est une profonde dégradation des conditions de vie des populations du Sud, particulièrement en Afrique : le nombre d'Africains devant survivre avec moins de 1\$ par jour a doublé entre 1981 et 2001, plus de 200 millions de personnes souffrent de la faim et l'espérance de vie est en chute (pour 20 pays d'Afrique, elle est passée sous la barre des 45 ans).

Depuis quelques années, ces deux institutions internationales font des annonces tonitruantes sur l'annulation d'une partie de la dette des pays les plus pauvres. Mais elles oublient de préciser que peu de pays sont concernés et que cet allègement s'effectue en contrepartie de longues années de réformes économiques draconiennes, dans la droite ligne de l'ajustement structurel. En termes de réduction de la dette, de lutte contre la pauvreté, de respect des droits humains, le FMI et la Banque mondiale ont indéniablement échoué et les dégâts qu'ils ont provoqués sont considérables.

Aucune institution ne bénéficie d'immunité si elle est impliquée dans des crimes contre l'humanité, pour lesquels n'existe aucune prescription. Le temps est venu pour le FMI et la Banque mondiale de rendre des comptes. « Bamako », film d'action et de justice, film d'action en justice soutenu par le CADTM, ne doit pas être qu'une fiction. Le droit international nous y autorise. Que justice soit faite !

■ OLIVIER LORILLU ET DAMIEN MILLET



Bulletin du CADTM France

17 rue de la Bate, 45150 Jargeau - France

Tel : 00 33 (0)2-38-59-98-28

Email : france@cadtm.org

Directeur de la publication : Damien Millet

ISSN 1634-5932 Dépôt légal : nov. 2006

CHER CANAL DE PANAMA...

C'est un véritable triomphe que tu as connu le 22 octobre : 78,75% des électeurs du Panama t'ont dit oui. Oui à ta modernisation après 92 ans de service, oui à ton élargissement et à la construction d'un nouveau jeu d'écluses à très grand gabarit. Quand les travaux seront terminés vers 2015, tu pourras conduire entre l'Atlantique et le Pacifique des bateaux presque deux fois plus gros que ceux qui t'empruntent aujourd'hui, et même, m'a-t-on dit, les porte-avions de la marine des Etats-Unis ! Les Panaméens ont dit oui à des travaux qui coûteront 5,25 milliards de dollars, selon tes propres estimations.

Oh, tu as pris soin d'expliquer avant le référendum que pas un cent ne leur sera demandé : tout sera « autofinancé » ! Cette somme a priori pharaonique – tu en conviendras –, équivalente au tiers du PIB du Panama, sera prise en charge par la seule augmentation de tes péages, qui, selon tes prévisions, seront trois fois plus lucratifs en 2015 qu'actuellement !

Bien sûr, en attendant cette manne, tu as dû admettre qu'il sera quand même nécessaire d'emprunter... un peu car il faudra bien payer les travaux qui avanceront. Or tes compatriotes, les Panaméens, commencent à tiquer quand on leur parle d'emprunts car, vois-tu, chacun d'entre eux a actuellement 3 280 \$ à rembourser. Juste pour te donner une idée, c'est deux fois et demi supérieur à la dette moyenne des Latino-Américains. Les Panaméens sont parmi les peuples les plus endettés du monde !

Alors pour les amadouer, il t'a fallu être très persuasif : tu as déclaré que tu n'emprunterais que 1,2 milliard, que tu aurais, grâce à ton excellente réputation, les meilleurs taux du marché et, surtout, tu as juré que jamais, jamais l'Etat panaméen, qui est pourtant ton seul propriétaire, n'aurait à renflouer tes caisses si par malheur elles venaient à se vider !

Ouf, rassurés les Panaméens, en tous cas ceux des beaux quartiers, ceux qui sont allés voter : moins de 44% des inscrits dit-on ici. Car il paraît qu'il y aurait dans ton pays des gens que tu indiffères ou même que tu indisposes, toi la huitième merveille du monde ! Il faut dire que ces Panaméens-là, tu ne les connais guère. Car jusqu'en 1999, lorsque tu leur fus « rétrocedé », tu n'avais vécu que dans le cocon états-unien. Tu n'apercevais que de riches villas et des parcs magnifiques et tu pensais forcément que ton pays, c'était cela, la « Zone du Canal » : des terrains de golf, des piscines et... des centres d'entraînement pour l'armée de l'Oncle Sam. Et au loin, tu devinais le Panama prospère des gratte-ciel de la capitale, la « Suisse des Amériques », le Panama des touristes, des banquiers et des pavillons de complaisance.

Mais ton regard n'allait pas au-delà : jusqu'à ces 40% de Panaméens vivant au-dessous du seuil de pauvreté, jusqu'à ces familles indiennes du Ngobe-Buglé qui vivent avec moins de 25 dollars par mois dans les montagnes de l'ouest. Et que dire de ces habitants des quartiers pauvres de Panama-City ou de Colon, tes voisins immédiats, qui n'ont pas accès à l'eau courante alors que pour maintenir ton propre niveau, il faut prélever dans la nature, pour chaque bateau que tu transportes, 208 millions de litres d'eau douce qui partent directement à la mer. Peut-être n'as-tu pas su que le seul président du Panama qui ait voulu améliorer le sort de ces gens s'appelait Omar Torrijos – oui, comme le président actuel, c'était

son père... - disparu en 1981 dans un très mystérieux accident d'avion auquel la CIA ne semble pas étrangère... Mais auparavant, il avait quand même eu le temps d'obtenir du président états-unien Jimmy Carter qu'il signe le traité sur ta rétrocession.

Alors, cher canal, puisse ta nouvelle vie être au service de cette population qui n'attend qu'une chose, que les bénéfices que tu accumules ne profitent pas toujours aux mêmes, entreprises étrangères de la construction – il paraît qu'elles seront chinoises et japonaises cette fois –, multinationales du transport maritime et minorité de riches qui dirigent le Panama depuis un siècle.

Tu as annoncé la création de 3 à 5 000 emplois grâce aux travaux, mais il y a au moins 250 000 personnes au chômage dans ton pays ; tu as présenté l'élargissement comme la solution unique aux problèmes du Panama, sans écouter ceux qui proposaient des actions moins dispendieuses comme la construction d'une installation portuaire de transbordement de conteneurs pouvant accueillir les plus gros navires : cela n'aurait pas coûté plus de 800 millions de dollars. Je souhaite que tes péages augmentent vraiment, car on dit aussi que ces navires de très gros gabarit ne seraient que 300 dans le monde, pour la plupart des pétroliers qui de toute façon empruntent ton concurrent de Suez et qu'il te sera donc bien difficile d'augmenter suffisamment tes tarifs.

Je te quitte, cher canal, mais j'aimerais, pour te féliciter, t'envoyer un présent symbolique : c'est une statue, elle représente un éléphant... et il est blanc.

■ SERGE VIENNE

Sources : risal.collectifs.net ; www.pancanal.com (site officiel de l'Autorité du Canal de Panama) ; www.granma.cu.

LES LINGOTS DE PINOCHET

Ce sont 9 620 kg d'or, sous forme de lingots, qui ont été découverts au nom de Pinochet dans les coffres de la banque HSBC à Hong-Kong. Au cours actuel, cela représente la coquette somme de 190 millions de dollars. L'ancien dictateur n'en est pas à son coup d'essai : il y a deux ans déjà, l'existence d'une centaine de comptes à son nom ou à celui de membres de sa famille avait été rendue publique. Ces comptes totalisaient un montant de plus de 27 millions de dollars.

Le régime dictatorial de Pinochet, mis en place avec l'aval musclé des Etats-Unis, a été le laboratoire des politiques néolibérales. La Banque mondiale, qui ne pouvait pourtant ignorer la nature de ce régime, a prêté massivement au dictateur. Où sont passées ces sommes ? Pour l'essentiel, elles ont fait un aller-retour rapide : de banque du Nord à banque du Nord, mais parties en tant que prêts au gouvernement chilien, elles reviennent dans les mêmes institutions comme avoirs personnels de la famille Pinochet ou des autres dignitaires du régime.

Ces lingots, « retrouvés » à Hong-Kong, doivent être restitués dans leur intégralité au peuple chilien. De même que tous les fonds du dictateur et de ses proches, dispersés aux quatre coins de la planète bancaire. L'audit, cette actualité le rappelle, est plus que jamais indispensable pour disséquer véritablement la dette chilienne et appliquer le principe de la dette odieuse : toute dette contractée par un régime dictatorial et n'ayant pas bénéficié à la population n'a pas à être remboursée aux créanciers.

■ JULIE CASTRO

DICTATURE DE LA CROISSANCE

Toute la presse économique en parle, la prévision des experts s'étale même en une : selon l'économiste en chef du Fonds monétaire international (FMI), le monde vit « *la période d'expansion [...] la plus forte depuis le début des années 1970* ». La croissance mondiale devrait avoisiner 5% aussi bien en 2006 qu'en 2007, et même 7% dans les pays en développement.

Pas une page de journal économique, pas un discours de « décideur » n'oublie de louer cette croissance providentielle qui justifie tous les sacrifices. Les grands argentiers du monde donnent en modèles la Chine et l'Inde, pays vers lesquels les délocalisations d'entreprises se multiplient, où le coût de la main d'œuvre est très bas et les conditions de travail déplorables. Mais au fait, que contient cette croissance ?

La croissance économique d'un pays ou d'une région est directement liée aux politiques qui y sont menées. Théoriquement, à chiffre égal, elle peut ne pas avoir la même signification ici ou là. Elle pourrait refléter une amélioration des conditions de vie des populations, notamment les plus humbles, qui dès lors peuvent prendre part à l'activité économique et permettre le développement d'entreprises locales qui fournissent avant tout des biens et des services pour le marché intérieur. Ce n'est pas le cas aujourd'hui. Très inégalitaire, elle enregistre la mainmise sur l'économie mondiale de très grandes entreprises multinationales, dont le chiffre d'affaires dépasse souvent le produit intérieur brut de certains pays, voire de continents entiers. Les clans au pouvoir dans les pays du Sud y trouvent leur compte et mettent en musique sur place la partition dictée par des chefs d'orchestre luxueusement installés à Washington, Bruxelles, Londres, Paris ou Tokyo. Les économies des pays du Sud sont donc connectées de force au marché mondial et ce sont leurs exportations qui tirent la croissance.

Loin de favoriser l'émancipation des individus et des pays du Sud, cette croissance découle de leur subordination organisée par la mondialisation néolibérale depuis un quart de siècle. La dette en a été le vecteur : alors que les pays du Sud étaient fortement incités à s'endetter dans les années 1960-70 par les grands créanciers (banques privées, pays riches, Banque mondiale et institutions multilatérales), l'effondrement des cours des matières premières et la hausse des taux d'intérêts décidée unilatéralement par les Etats-Unis au virage des années 1980 ont précipité le tiers-monde dans la crise de la dette. Le moment était venu de serrer le noud coulant... Depuis, la plupart des pays en développement ont dû se plier aux exigences du FMI à travers les programmes d'ajustement structurel, dont la priorité absolue est d'organiser et de sécuriser le service de la dette dans l'intérêt des créanciers. De manière habile, les remises en cause des acquis sociaux, les attaques répétées contre des mesures de justice sociale, les pires reculs en termes de solidarité collective ou de redistribution de la richesse ont été présentés par les responsables politiques comme une nécessaire modernisation, comme une indispensable adaptation à une mondialisation néolibérale érigée en référence absolue.

Or le système économique en place actuellement n'a rien d'immuable, il résulte au contraire de choix bien précis imposés par ceux qui en profitent. La Chine et l'Inde, tant vantées, n'ont pas appliqué à la lettre les recommandations du FMI et de la Banque mondiale, loin de là. Le discours officiel affirme que la pauvreté (dont les critères sont toujours fixés par des non-pauvres...) se réduit légèrement au niveau mondial, alors que si on excepte ces deux pays, le nombre de pauvres est en pleine... croissance ! Les tenants d'une croissance économique à tout prix se gardent bien de faire savoir qu'elle peut tout à fait se révéler appauvrissante.

De surcroît, la planète ne pourrait pas supporter longtemps que tous les continents connaissent une croissance aussi soutenue que la Chine, de l'ordre de 10% par an, avec tous les dégâts environnementaux, humains et sociaux qu'elle entraîne dans son sillage. Certains spécialistes affirment même que si les Chinois possédaient et utilisaient en moyenne la voiture comme le font les Occidentaux, la totalité de la production pétrolière mondiale devrait se diriger vers l'Asie...

La croissance effrénée prônée par le système actuel ne peut pas être éternelle. De ce fait, elle est obligée de devenir folle pour perdurer, de créer sans cesse de nouveaux désirs de consommation, de polluer pour dépolluer (par exemple l'eau) et de détruire pour reconstruire (par exemple l'Irak). Le tsunami de décembre 2004 aura été positif pour la croissance de l'Asie, puisque les zones industrielles n'ont pas été touchées et que la reconstruction s'avère longue et coûteuse.

Dans ces conditions, la recherche aveugle de la croissance ne peut que broyer l'être humain, mais cette évidence économique est tue car elle touche au cœur même d'un modèle qui se révèle incapable d'intégrer sérieusement tant la donne environnementale que la donne sociale. Dès lors, cette croissance-là ne peut pas être, et ne doit pas être, l'indicateur absolu de la bonne santé du monde.

■ DAMIEN MILLET

ÉDUCER L'OCDE...

L'OCDE s'est attaquée au **coût de l'école en France**, pointant les redoublements et le nombre d'heures de cours. Pour ces experts qui rêvent de privatiser l'éducation et de la soumettre aux lois du marché, près de 40% des élèves redoublent au moins une fois, contre 13% en moyenne dans les pays de l'OCDE (30 pays les plus industrialisés), ce qui fait grimper le coût de la scolarité par élève de 10%. Comparant l'enseignement supérieur en Europe du Nord, dans les pays anglo-saxons et en France, la conclusion sent l'idéologie libérale à plein nez : « *Rien ne montre qu'un système est meilleur que l'autre, mais des droits élevés - accompagnés de bourses - permettent d'augmenter le budget des universités et la qualité des enseignements.* » Ils auraient pu ajouter : et la sélection au profit des gosses de riches, et les profits de ceux qui auront mis la main sur les universités une fois privatisées...

ELLE TUE, ELLE ASSASSINE...

Suicidés par la dette...

En Inde, ce sont 9 000 agriculteurs indiens qui se sont donnés la mort au cours des 5 dernières années dans les seuls Etats du Maharashtra, de l'Andhra Pradesh, du Karnataka et du Kerala. Acculés devant leurs dettes impayables, la mort était leur seule issue.

Comment a-t-on pu en arriver là ? Alors que les deux tiers des exploitations agricoles ne dépassent pas un hectare, la libéralisation du commerce et le démantèlement de l'Etat indien imposées via les politiques d'ajustement structurel ont eu des effets dévastateurs sur la population paysanne. Concrètement, la libéralisation du commerce s'est traduite par une arrivée en masse de semences importées, et par une augmentation du prix des pesticides et des engrais. Dans ce contexte, les coûts de production agricole ont grimpé : aujourd'hui, cultiver un hectare au Maharashtra coûte 11 000 roupies, contre 5000 il y a dix ans.

Mais les politiques néolibérales ont aussi attaqué les mécanismes d'accompagnement et de soutien que l'Etat apportait aux paysans. Le Maharashtra, pourtant l'Etat le plus riche du pays, a ainsi mis fin à la garantie des prix du coton : jusqu'en 2004, l'Etat garantissait aux paysans d'acheter la totalité de leur production cotonnière à prix fixe. Les politiques d'austérité sont passées par là, sapant les protections érigées par l'Etat, et mettant en compétition le coton indien avec le coton américain subventionné, ce dernier étant jusqu'à 40% moins cher.

Alors vers qui se tourner ? Seuls 12% des prêts bancaires bénéficient aux agriculteurs, bien qu'ils représentent les deux tiers de la population active. Pris dans l'étau, avec des coûts de production plus élevés d'un côté, une chute de leur revenu et un moindre accès aux prêts bancaires de l'autre, les paysans n'ont d'autre choix que de se tourner vers des usuriers qui pratiquent des taux d'intérêt ahurissants et les plongent en quelque mois dans une situation inextricable. Comble de l'ironie, ces prêteurs d'argent travaillent en collaboration étroite avec les mêmes vendeurs des semences et pesticides : ceux qui prêtent sont ceux qui génèrent la nécessité de prêt. Et en bout de course, c'est souvent en ingurgitant les pesticides -en partie responsables de leur appauvrissement- que les paysans indiens mettent fin à leurs jours...

Retour en arrière...

Pourtant, la politique agricole indienne a longtemps eu comme priorité la souveraineté alimentaire : à ce titre, l'autosuffisance alimentaire et l'approvisionnement intérieur étaient des points cruciaux. En 1994, l'Inde va entrer dans la ronde macabre en adhérant au cycle de l'Uruguay, ancêtre de l'OMC. Dès lors, elle va progressivement mettre en application des mesures de libéralisation commerciale : l'ouverture aux importations, la réduction des mesures de soutien et l'élimination des subventions à l'exportation seront les trois axes sur lesquels vont d'abord se concentrer les mesures.

Mais plus généralement, c'est un véritable virage néo-

libéral que l'Inde effectue au cours des années 90. Bien qu'ayant conservé jusque là une relative indépendance vis-à-vis des institutions financières internationales, elle va peu à peu lancer des politiques macroéconomiques tout à fait conformes à celles des programmes d'ajustement structurel : coupe franche dans les budgets publics, baisse puis arrêt des subventions aux produits de première nécessité et aux secteurs fragiles (parmi eux les agriculteurs), privatisations, facilitation des mouvements de capitaux, etc.

L'effet conjugué de ces politiques économiques et des mesures de libéralisation commerciale impulsées par l'entrée de l'Inde dans le futur OMC vont se potentialiser et se révéler catastrophiques pour les 65% d'Indiens qui vivent de l'agriculture.

Nécessaire changement

L'abandon immédiat et inconditionnel des politiques néolibérales en Inde, dans tous les domaines, est une exigence. L'Inde doit recouvrer sa souveraineté, en particulier sa souveraineté alimentaire. Les droits humains fondamentaux des paysans indiens sont prioritaires face aux exigences de libéralisation commerciale mortifères. Pour opérer ce changement radical de logique et placer comme objectif la satisfaction des besoins humains dans le respect de l'environnement et dans un esprit de justice sociale, ce ne sont pas les moyens qui manquent : avec presque 7% de croissance en 2004-2005 et disposant d'importantes réserves de change, la conjoncture est tout à fait favorable pour effectuer ce renversement de la donne. La mondialisation et son contenu actuel ne sont pas un cadre indépassable. Bien au contraire, elles sont un cadre qui doit nécessairement être dépassé pour qu'un jour, les paysans indiens aient une autre issue que la mort.

■ JULIE CASTRO

QUI A DIT ?

+ Gonflé ! «Deux catégories ont la chance de s'être trouvées au bon endroit au bon moment pour profiter de la mondialisation et du progrès technologique. Ce sont d'abord les habitants des pays pauvres, principalement en Asie et en particulier en Chine. [...] Les autres grands gagnants sont ceux qui détiennent beaucoup d'actifs.»

LAWRENCE SUMMERS, ANCIEN SECRÉTAIRE D'ETAT AU TRÉSOR DES ETATS-UNIS SOUS BILL CLINTON

+ Euphémisme ! «Il ressort de tout bilan objectif des programmes de stabilisation, de libéralisation et de privatisation menés depuis 25 ans que la majeure partie du continent [africain] n'est pas parvenue à la trajectoire de croissance escomptée. [...] Cela montre clairement que les institutions de Washington n'ont pas le monopole de la compétence technique.»

CNUCED,

RAPPORT SUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE 2006

+ Libéral ! «L'Union [européenne] a besoin d'une politique économique modernisée, rejetant le protectionnisme et donnant la priorité à l'ouverture des marchés dans le monde.»

PETER MANDELSON, COMMISSAIRE EUROPÉEN AU COMMERCE

PÉRIL EN LA DÉMOCRATIE

Afin de remporter les élections législatives d'avril dernier, le Premier ministre hongrois Ferenc Gyurcsany, membre du Parti socialiste, a sciemment dissimulé à l'opinion publique les mesures néolibérales et les régressions sociales qu'il s'apprêtait à décider sitôt le scrutin terminé. A la mi-septembre, était rendu public un enregistrement dans lequel il n'hésitait pas à reconnaître en termes crus que sa campagne et son action étaient bâties sur le mensonge : «*Nous mentionnons le matin, nous mentionnons le soir*». Le spectacle inquiétant auquel nous assistons depuis laisse penser que la démocratie est réellement en péril, en Hongrie et ailleurs.

Après quelques nuits de protestation agitées et une manifestation de 20 000 personnes, les médias ont insisté sur le fait que ces manifestants étaient instrumentalisés par les partis de droite ou d'extrême droite, voire des hooligans violents. Le Premier ministre n'a pas hésité à affirmer qu'il ramènerait l'ordre par tous les moyens. Le message qui suinte finalement est le suivant : le choix réside entre une «démocratie» basée sur le mensonge d'une part, la violence et le chaos d'autre part.

Il faut refuser de se laisser enfermer dans un tel compromis qui conduit inmanquablement à une voie sans issue. En démocratie, les dirigeants élus ont pour seule mission de mettre en place la politique voulue par le peuple. L'exaspération et la colère du peuple hongrois, qui s'est opposé par son vote aux orientations finalement imposées de manière préméditée par un pouvoir indigne, sont légitimes. Par quel tour de passe-passe la démocratie devrait-elle nécessairement porter le mensonge comme la nuée porte l'orage ? Quels hauts dirigeants de pays dits « démocratiques » ont réagi énergiquement ? Qui a menacé de sanctionner la Hongrie tant que Gyurcsany serait au pouvoir, comme cela a été fait à juste titre en 2000 contre Jörg Haider en Autriche ?

Gyurcsany est-il juste une anomalie regrettable, une sorte de brebis galeuse de la démocratie ? Cela pose la question de ce qui s'est passé ailleurs. Or les mesures économiques en cause sont largement généralisées à l'échelle de la planète, imposées depuis 25 ans par le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale, l'Organisation mondiale du commerce (depuis 1995), les Etats-Unis, l'Union européenne et tant d'autres acteurs. Ces mesures de libéralisation à tout va, de privatisations massives, de réduction drastique des budgets sociaux et des subventions aux produits de base, de licenciements dans la fonction publique, de remise en cause des protections sociales, d'instauration d'une fiscalité préservant les revenus du capital et aggravant les inégalités empêchent de garantir les droits humains fondamentaux et profitent à un minorité fortunée. D'autres dirigeants ont-ils également menti pour pouvoir les appliquer ? En France, Jacques Chirac a été élu en 1995 sur le thème de la fracture sociale et une fois au pouvoir, il a appliqué une politique radicalement opposée : ne peut-on y voir une troublante ressemblance ? Il y a fort à parier que bien d'autres pays ont subi de tels agissements sans qu'un enregistrement inattendu vienne

révéler le cynisme, l'hypocrisie et la malhonnêteté des responsables concernés. Il est clair désormais que les promoteurs de la mondialisation néolibérale ne reculent devant aucun moyen pour parvenir à leurs fins, mettant en péril les bases même d'une démocratie bien peu représentative. Ce qui se passe en Hongrie ne nous concerne-t-il pas tous directement ?

Un élément de réponse se trouve dans le soutien reçu par Gyurcsany de la part d'une entité très puissante : les marchés financiers. Selon l'Agence France-Presse, «*les incertitudes quant à la capacité du Premier ministre socialiste hongrois à réaliser son plan de redressement économique ont pesé sur les cours de la Bourse de Budapest et affaibli la devise nationale*». Les agences de notation Fitch et Moody's «*citent la crainte que les réformes ne soient arrêtées ou diluées*», comme la fin de la gratuité du système de santé décidée quelques jours plus tôt. En somme, la finance mondialisée vote pour Gyurcsany le menteur et piétine les principes démocratiques pour prospérer, ce qui n'est pas acceptable. L'expression « dictature des marchés financiers » n'a jamais sonné aussi juste.

Réveillons-nous. Quel autre choix que d'exiger la démission du Premier ministre hongrois et celle de tous ceux qui ont usé de tels subterfuges de par le monde pour imposer de telles politiques ? Quel autre choix que d'exiger l'abandon définitif des politiques d'ajustement structurel imposées par le FMI et la Banque mondiale que les populations pauvres subissent de plein fouet ? Quel autre choix que de mettre au pas les tenants d'une logique économique néolibérale qui fait main basse sur la planète au mépris des principes démocratiques ?

■ DAMIEN MILLET

ILS DÉRAILLENT...

Honneur aux dames ! Anne-Marie Idrac, présidente de la SNCF, a récemment expliqué aux journalistes sa vision des rapports sociaux : «*Sur certains sujets de dialogue social, certains me disent qu'on est à l'époque de la guerre froide. D'autres, plus optimistes, estiment qu'on est juste avant la chute du Mur de Berlin. Je ne sais pas comment on va faire, je vous le dis franchement, mais il n'est pas possible que, dans dix ans, la SNCF soit la seule entreprise dont on puisse dire qu'elle se situe avant la chute du mur de Berlin*». Cela donne une idée de l'étendue du mépris et de la méprise de la directrice...

Philippe Favre, président de l'Agence française pour les investissements internationaux, est très clair sur sa vision du contrôle démocratique de la finance internationale : «*Le marché français est suffisamment mûr et stable du point de vue des affaires pour ne pas être influencé de manière importante par la politique*». Ben voyons !

Et, pour clore ces embardées, on citera Jacques Chirac lors du sommet des 25 avec la Russie qui s'est tenu récemment en Finlande. Craignant l'ire de Poutine et la remise en cause de l'approvisionnement énergétique lorsque les représentants polonais et letton ont abordé la question des droits de l'homme, il a alors dit qu'«*il n'est pas question de lier les actions morales à des actions économiques, ce sont deux domaines différents*». Non mais vraiment !

■ JULIE CASTRO

SAUVONS POLITIS !

Politis risque de disparaître : placé en dépôt de bilan depuis le 8 août, l'hebdomadaire doit faire face à une situation d'urgence. Après le retrait inattendu du repreneur pressenti, le personnel a décidé de sauver son journal avec le soutien de ses lecteurs, de ses amis et de tous ses sympathisants.

Un appel est lancé afin de réunir la somme d'un million d'euros. A la date du 26 octobre, le soutien massif reçu montre que l'objectif est en passe d'être atteint : 700 000 euros ont déjà été collectés ! Le blog de l'association *Pour Politis* (www.pour-politis.org) informe jour après jour de l'état de la situation. Même si une bonne part de la mission est remplie, il ne faut pas s'arrêter là, pour permettre à Politis de continuer à vivre.

Le CADTM France s'y associe et relaie cet appel pressant. Les chèques doivent être libellés et envoyés à : Association « Pour Politis », c/o Politis, 2 impasse Delaunay, 75 011 Paris.



LE CADTM À MADAGASCAR

Plus de 80 personnes se sont retrouvées dans une salle du magnifique centre culturel français de Tananarive, la capitale malgache, à la mi-octobre. Présentée par «Les Amis du Diplo», la conférence a été très suivie et le débat vraiment intéressant. Beaucoup de jeunes lycéens de la «bonne société» étaient venus y participer. Certains amis malgaches ont critiqué cette conférence pour «initiés» : quelques rares personnes connaissaient les analyses du CADTM, d'autres ont été complètement abasourdis par cette mécanique infernale de la dette, causes de tant de difficultés sur place. Nicolas Sersiron a proposé au chanteur Ricky de participer à une tournée dans la brousse malgache sur le thème de la dette et de ses conséquences : à suivre...

Quelques personnes, dont la jeune étudiante Amina, le jeune professeur de sciences politiques Serghino et la haut-fonctionnaire Joséphine Razaneta se sont retrouvés le lendemain avec le conférencier Nicolas Sersiron pour préparer la création d'un CADTM Madagascar. Le contact est établi avec notre réseau. Les journalistes de Tana ne se sont pas déplacés cette fois, peut-être sauront-ils lire les futurs communiqués du nouveau groupe.

■ NICOLAS SERSIRON

COMPTONS SUR LES DOIGTS

+ La **Bolivie** s'est lancée fort justement dans la réappropriation de ses richesses naturelles. Les premiers accords avec les multinationales du secteur des hydrocarbures (Total, Vintage, Repsol, Petrobras) ont été signés. Ils prévoient que ces entreprises remettront toute leur production à l'entreprise publique bolivienne (YPFB) qui se chargera de la commercialiser et les rémunérera pour une valeur comprise entre 18% et 50% des quantités extraites. C'est l'inverse de la répartition «d'avant», quand les multinationales s'acapareraient 82% des richesses ainsi produites. Selon le président Evo Morales, cela devrait multiplier par 4 les recettes publiques concernant le gaz. Autant de gagné pour le peuple bolivien...

+ 1 118 milliards de dollars, c'est le montant annuel des **dépenses d'armement** selon l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (Sipri). En 10 ans, l'augmentation est de 34%. Les Etats-Unis se taillent la part du lion de ce marché particulièrement lucratif et opaque : 63% des ventes d'armes dans le monde, 48% des dépenses militaires mondiales. En revanche, en ce qui concerne l'aide au développement comparée au revenu national brut, les Etats-Unis sont plutôt parmi les mauvais élèves... Surprenant, hein ?

+ Vous attendez des nouvelles des plus riches ? En voilà ! Selon le rapport 2006 de Scorpio Partnership, avec 1 319 milliards de dollars, la banque suisse UBS est au premier rang en ce qui concerne la **gestion d'actifs** des personnes ayant au moins un demi-million de dollars en liquide. Elle est suivie par les banques états-uniennes Citigroup (1 310 milliards) et Merrill Lynch (1 100 milliards). Et si on leur parlait de redistribution des revenus à l'échelle mondiale ?

+ Un **nabab** est par définition une personne ayant une fortune supérieure à 30 millions de dollars. Sur cette petite planète aux ressources tellement limitées, il y en a 85 400, dont 1 623 Africains. Les actifs cumulés de tous ces nababs s'élèvent à 11 000 milliards de dollars. C'est 4 fois la dette extérieure de tous les pays en développement. Ce qui veut dire qu'avec un impôt exceptionnel de 25% sur cette fortune, on peut fournir au Sud une somme comparable à sa dette extérieure...

+ **Yaoundé**, Cameroun... Depuis 16 ans, il n'y avait plus aucun transport en commun. Récemment, 20 bus ont été importés de Chine. Depuis le 25 septembre, ces 20 bus tentent d'organiser le transport pour les 1,2 million d'habitants de la capitale camerounaise... Les programmes d'ajustement structurel sont passés par là : les services de santé, d'éducation, mais aussi de transport, ont été laminés.

Pour adhérer au CADTM

B26

Nom (en capitales) : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Téléphone : _____ Mel : _____@_____

> Adhésion au CADTM France et abonnement aux publications : [] 48 euros [] 27 euros (petits revenus)

> Adhésion seule : [] 10 euros [] 5 euros (petits revenus)

> Abonnement seul : [] 38 euros [] 22 euros (petits revenus)

A adresser avec votre règlement à : **CADTM France, 17 rue de la Bate, 45150 Jargeau**